



*Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Batiscan*

*30, rue St-Charles*

*Sainte-Geneviève-de-Batiscan*

*G0X 2R0*

*Tél: (418) 362-2078 Fax: (418) 362-2111*

*Courriel: [municipalite@stegenevieve.ca](mailto:municipalite@stegenevieve.ca)*

## **Rapport annuel 2021**

### **Concernant l'application du règlement sur la gestion contractuelle**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. BUTS .....</b>	<b>1</b>
<b>2. DÉFINITIONS .....</b>	<b>1</b>
<b>3. CHAMP D'APPLICATION .....</b>	<b>2</b>
<b>4. ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE .....</b>	<b>2</b>
4.1. Téléphones.....	2
4.2 Ordinateur et portables.....	3
4.3 Tablettes .....	3
4.4. Logiciels.....	3
4.5. Connexions au réseau internet.....	4
4.6 Messagerie.....	4
<b>5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS .....</b>	<b>5</b>
5.1 Utilisateur .....	5
5.3 Directeurs général....	5
<b>6. RÉVISION DE LA POLITIQUE .....</b>	<b>5</b>
<b>7. RENSEIGNEMENTS .....</b>	<b>5</b>
<b>8. ENTRÉE EN VIGUEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>9. FORMULAIRE D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION .....</b>	<b>6</b>

## **1. Préambule**

Sanctionné le 16 juin 2017, la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, permet, depuis le 1er janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP). L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige par ailleurs que des règles à cet effet soient prévues au règlement de gestion contractuelle (RGC) de la municipalité. Par exemple, elle pourrait établir le seuil de la dépense à partir duquel elle attribue ses contrats de gré à gré. Ce seuil pourrait varier selon le type de contrat (services professionnels, exécution de travaux, etc.)

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Municipalité doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du règlement de gestion contractuelle.

## **2. Objet**

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son règlement sur la gestion contractuelle « RGC »

## **3. Le règlement sur la gestion contractuelle**

La Politique de gestion contractuelle adoptée par le conseil le 06 décembre 2010 et réputée, depuis le 1er janvier 2018, un règlement sur la gestion contractuelle a été abrogé et remplacé par l'adoption, le 03 avril 2018, du règlement 407-05-03-18 sur la gestion contractuelle.

La Municipalité se donne ainsi la possibilité d'accorder des contrats de gré à gré jusqu'au seuil décrété par le ministre pour tous types de contrats en incluant certaines règles de passation de ces contrats. Une résolution du conseil doit être adoptée pour accorder ce type de contrat.

## **4. Modes de sollicitation**

La municipalité peut conclure des contrats selon les trois principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public.

Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, l'organisme municipal tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'il désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et réglementaires à cet égard.

#### 4.1 Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000\$ et conclue de gré à gré

Le règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat. Pour l'année 2022, tous les contrats dont la dépense est inférieure à 25 000\$ et conclue de gré à gré l'ont été selon les règles en vigueur.

#### 4.2 Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public

La municipalité peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans un règlement sur la gestion contractuelle (RGC) précisant pour quelles catégories de contrats ces règles s'appliqueront.

Nom du Fournisseur	Objet du contrat	Catégorie de contrat	Type de contrat	Nb de soumissionnaire(s)	Montant du contrat avec taxes
Acier GM inc	Rue du Ruisseau	Fourniture de matériaux	Sur invitations	2	68 090.09 \$
Camions Bécancour inc	Réparation déneigeuse	Exécution de travaux	gré-à gré	1	29 371.67 \$
Dessureault & St-Arnaud	Réfection ponceaux	Exécution de travaux	AO public	3	80 016.85 \$
Englobe Corp	Études géotechnique	Fourniture de service	Sur invitations	4	31307.70 \$
EUROVIA QUÉBEC	Raccordement service	Exécution de travaux	Sur invitations	2	27 125.25 \$
Lebel Asphalte	Réparation pavage	Exécution de travaux	AO public	2	48 511.50 \$
FNX INNOV	Réfection de ponceaux	Fourniture de service	Sur invitations	5	60 965.49 \$

#### 4.3 Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres

La municipalité doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La municipalité doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

Nom du Fournisseur	Objet du contrat	Catégorie de contrat	Type de contrat	Nb de soumissionnaire(s)	Montant du contrat avec taxes
André Bouvet Ltée	Réfection diverses rues	Exécution de travaux	AO public	4	3 211 231.00 \$
Dessureault & St-Arnaud	Rue du Ruisseau	Exécution de travaux	AO public	7	469 391.19 \$
EUROVIA QUÉBEC	Réfection ponceaux	Exécution de travaux	AO public	4	1538 720.00 \$

### 5. Plainte

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du règlement de gestion contractuelle

### 6. Sanction

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du règlement de gestion contractuelle.

Rapport déposé lors de la séance du 18 janvier 2021

François Hénault, directeur général